

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI Montain Besançon

6 rue de Musset
75016 Paris

Références : -
Code AIOT : 0005902252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement SCI Montain Besançon implanté 8 rue Alfred Kastler 25000 Besançon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été menée suite à la cessation de l'activité d'Easydis sur ce site et au changement d'exploitant spécifié par courrier en date du 13/10/2025. Cette inspection avait pour but de constater l'absence totale d'activité sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI Montain Besançon
- 8 rue Alfred Kastler 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005902252

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les bâtiments sont destinés à de l'entreposage de matières combustibles ou non combustibles et certains bâtiments possèdent des groupes froids permettant l'entreposage de denrées alimentaires notamment.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47	Sans objet
2	activité de l'ICPE et durée de l'autorisation d'exploiter	Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.512-74 II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté l'absence totale d'activité sur l'ensemble du site, les bâtiments sont entièrement vides et les groupes froids sont à l'arrêt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : Un courrier indiquant le changement d'exploitant a été reçu en date du 13/10/2025. La plateforme logistique , anciennement exploitée par Easydis, est maintenant gérée par la SCI Montain Besançon dont le siège social est à Paris.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : activité de l'ICPE et durée de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.512-74 II
Thème(s) : Situation administrative, activités ICPE et durée de l'autorisation d'exploiter
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation initialement pris pour la société CEDIS le 6/05/1976, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 04/03/2004, du 29/04/2004 et du 24/12/2009. Ces arrêtés continuent de s'appliquer si le type d'activité est exactement le même et dans un délai de 2 ans maximum après l'arrêt en cas de non exploitation.</p> <p>Il est constaté que l'ensemble des bâtiments sont vides ainsi que l'absence totale d'activité sur l'ensemble du site et l'absence de mouvement de camion. De plus, les groupes froids sont à l'arrêt.</p> <p>L'entrée du site est bloquée par de gros blocs de béton empêchant tout véhicule d'accéder au site.</p> <p>Le site est gardé 7 jours/7 et 24h/24 par une société de gardiennage.</p> <p>Le délai de caducité de 3 ans prescrit à l'article R. 512-74-II du Code de l'environnement commence donc à compter du jour de l'inspection et court jusqu'au 12 décembre 2028.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le nouvel exploitant devra indiqué la nature et le volume de l'activité projetée sur ce site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite